Juillet Aout 2022

N° 171 2 €

INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

RÉSISTANCE AU CAPITALISME : CLASSE CONTRE CLASSE !



édito

La rentrée qui se prépare sera marquée par le contexte de la nouvelle recomposition politique du grand capital français : une nouvelle fois derrière Macron, l'homme des monopoles, réélu au printemps, et sa nouvelle majorité, plus incertaine que la précédente, mais qui vise à continuer la politique antisociale du premier mandat.

Le président s'appuiera sur son gouvernement dirigé par Élisabeth Borne, qui représente la continuité de la feuille de route de l'oligarchie financière. Les résultats des législatives ont confirmé à tous points de vue la profondeur de la crise politique que traverse le pays en même temps que la crise du capitalisme. A commencer par une nouvelle abstention record, notamment parmi les couches populaires, de plus en plus précarisées, et dont le niveau de confiance dans les élections et dans les institutions bourgeoises n'arrête plus de baisser et retire toute légitimité politique véritable à l'ensemble de la représentation nationale. Même si Macron a réussi à obtenir une majorité parlementaire, celle-ci n'est plus absolue et le renforcement de l'extrême-droite nationaliste, déjà observé lors des présidentielles avec les scores de Le Pen et de Zemmour, s'est confirmé avec le score historique du Rassemblement National (RN, ex-FN) qui a obtenu 89 sièges. Cette banalisation et l'institutionnalisation des forces nationalistes a bien été aidée par la politique déjà marquée très à droite et ultraréactionnaire menée depuis des années par Macron, qui tente toujours de se positionner en rempart contre l'extrême-droite, alors que sa propre politique pourrait être qualifiée comme telle.

Le prolétariat, se repliant en grande partie sur l'abstention ou n'ayant pas le droit de vote, n'a toujours pas de force politique de masse pouvant le représenter, aussi bien au niveau électoral qu'au niveau des luttes concrètes sur le terrain. Si une partie des travailleurs se fait piéger par la démagogie du RN, l'expérience de la NUPES a une nouvelle fois montré l'incapacité de la social-démocratie de proposer une alternative viable. Cette gauche servie à la nouvelle sauce n'a fait que souligner une fois de plus sa déconnexion totale de la lutte des classes, en tentant piteusement d'attraper plus de voix avec l'union de différentes formations derrière Mélenchon et LFI, avec notamment les écologistes, adeptes du capitalisme vert, et le PS, l'un des piliers de la dictature du capital depuis 40 ans, sans parler du PCF, devenu caricatural dans sa perte d'identité.

En ce qui concerne les mesures du gouvernement Borne, on peut évoquer la renationalisation d'EDF, qui avait été annoncée début juillet. Mais au lieu d'une loi de nationalisation, le gouvernement a opté pour une méthode plus rapide consistant juste à racheter les actions, ce qui signifie qu'elles pourraient être vendues aussitôt après, sans changer la forme juridique de l'entreprise. L'Etat sera juste temporairement seul actionnaire et la logique reste celle du marché dans le cadre capitaliste. Il est évident que derrière cette manœuvre se cache la volonté de l'Etat bourgeois d'aider une nouvelle fois le capital, afin de nationaliser les pertes et de les renflouer via le contribuable avant de mieux privatiser les profits. Transformée en société anonyme (société d'actionnaires et de capitaux privés) en 2004, EDF le restera malgré le fait d'être possédée par l'Etat, qui agira comme un actionnaire privé au lieu d'en faire un service public. Cette manœuvre, également destinée à tromper les travailleurs, se passe dans un contexte de multiplication des luttes sur les lieux de travail.

Parallèlement à ce contexte national, la situation internationale devient également de plus en plus tendue. La guerre en Ukraine continue de cristalliser l'attention de la «communauté internationale» et de mettre en évidence les contradictions inter-impérialistes. L'hystérie médiatique antirusse atteint de nouveaux sommets, afin de faire accepter par l'opinion publique la militarisation croissante de l'économie, ce qui est également le cas dans beaucoup d'autres pays, y compris ceux qui étaient traditionnellement considérés comme «neutres» (volonté de la Suède et de la Finlande de rejoindre l'OTAN, etc…). La Russie impérialiste, quant à elle, continue son expansion pour augmenter sa zone d'influence et faire face à l'OTAN. Ce conflit inter-impérialiste a déjà provoqué de nombreux dégâts en Ukraine, mais a aussi participé à une crise énergétique et alimentaire, ainsi qu'à l'augmentation des prix partout dans le monde, mettant en difficulté beaucoup de pays. Les puissances impérialistes occidentales et la Russie s'accusent mutuellement de tous les maux, alors que ce conflit est la conséquence de la contradiction entre les intérêts des capitaux de ces Etats.

Le conflit ukrainien et les tensions en mer de Chine ne doivent pas faire perdre de vue le caractère capitaliste-impérialiste de la Russie et de la Chine qui continuent à chercher leur place au niveau économique et géopolitique. Le «géopolitisme», justement, est au cœur de l'analyse de certaines organisations social-chauvines se réclamant du communisme, ce qui les conduit à soutenir la Chine, la Russie ou l'Iran face au seul impérialisme américain ou plus généralement occidental. Dans ce sens, la guerre en Ukraine a été une occasion de tester les positions de différentes organisations du mouvement communiste français et international concernant l'analyse de l'impérialisme.

L'environnement est une nouvelle fois au cœur des débats avec des nouveaux épisodes de canicule cet été et les feux de forêts en Gironde et ailleurs. L'hypocrisie des classes dominantes et de leurs Etats bourgeois est une nouvelle fois évidente, lorsque les augmentations des budgets militaires, l'envoi des armes en Ukraine, en Israël, en Arabie saoudite et ailleurs, la pollution engendrée par les grands monopoles et les jets privés de leurs actionnaires, ne posent pas de problèmes et que les travailleurs portent encore le fardeau des nouvelles mesures restrictives de ce capitalisme qui se veut vert. Là encore, nous voyons que les lois économiques du capitalisme sont un obstacle à résoudre les problèmes de l'humanité, puisque la propriété privée des forêts empêche une utilisation et un entretien rationalisé, centralisé et planifié.

Ainsi cette rentrée doit-elle être surtout une rentrée de luttes pour les travailleurs. Cette lutte doit être économique et syndicale, pour la défense et la conquête des droits sociaux. Mais la lutte doit plus que jamais être politique, car le prolétariat a encore plus besoin d'avoir son parti, capable de l'organiser pour affronter ouvertement le capital pour un réel changement de société vers le socialisme, contre les guerres et contre l'impérialisme, pour la paix et le progrès social, culturel et technique.

SOMMAIRE

P. 2 : Luttes, prémices de la révolution ? / Situation politique post-Législatives
P. 3 à 14 : DOSSIER SPÉCIAL « *Impérialismes et guerres* » (Chine et Ukraine)
P. 15 : Scandales alimentaires : loi du profit capitaliste responsable, classe capitaliste coupable !
P. 16 : Le colonialisme français et le PCF pendant la guerre d'Algérie (*Épisode 1*)

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !